

COMMUNIQUE N°8

Le CNDD condamne l'assassinat du ministre KABUSHEMEYE Ernest, Président du Rassemblement du Peuple Burundais (RPB) et demande au Gouvernement d'arrêter et de juger sans moindre détour les auteurs déjà connus de ce forfait à savoir d'anciens militaires et leurs commanditaires.

Le CNDD présente ses condoléances à la famille de ce grand militant pour la démocratie et aux militants du parti RPB.

Le CNDD met en garde, les milieux militaires et politiciennes, qui s'activent actuellement dans la préparation d'un génocide contre les hutus comme ils l'ont perpétré en 1972. Les signes avant coureur étant ce type d'assassinats et les multiples tentatives d'assassinats des cadres hutus. Qu'ils sachent que leur forfait a réussi en 1965, 72 et 88 parce que le Peuple était encore endormi. Aujourd'hui, le Peuple est debout. Le poing bien fermé.

Nous l'avons répété à plusieurs reprise, tant que

1° les militaires assassins de son Excellence le Président de la République feu Melchior NDADAYE et ses proches collaborateurs, courent les rues, l'impunité continuera à générer des crimes aussi ignobles que ce meurtre du Président d'un parti politique, le deuxième depuis le putsch du 21 octobre 1993.

2° on n'aura pas réalisé la réforme de l'armée en supprimant son caractère monoethnique et régionaliste.

Afin de mettre fin à l'impunité, nous réitérons nos revendications, les seules réalistes :

1° La constitution d'un Tribunal International Neutre chargé de poursuivre et juger les crimes contre l'humanité depuis 1965.

2° Le déploiement rapide de 5 000 hommes d'une Force Internationale Neutre chargée de protéger les institutions et d'assurer l'ordre et la sécurité dans le pays en s'interposant entre l'Armée Rebelle et les Forces pour la Défense de la Démocratie (FDD), occupées actuellement à organiser l'autodéfense de la population quotidiennement agressée et massacrée par les militaires anciens, actuels et leurs milices. Rappelons que Son Excellence notre Président NYANGOMA Léonard avait demandé cette force au mois de mars 1994. Le Président a.i de la République, M. NTIBANTUNGANYA Sylvestre s'y est opposé pour enfin demander timidement la même chose, le 13 mars courant lors de la Conférence de Presse à Bruxelles.

3° Pendant la période intérimaire précédant les élections générales, cette force internationale aurait comme mission la formation d'une nouvelle Armée Nationale et de nouvelles forces de sécurité à partir des FDD et des éléments de l'Armée Régulière qui se seront, enfin, résolus à respecter les institutions démocratiques.

Enfin, nous tenons à souligner que ce genre d'assassinats, qui s'inscrivent dans un plan génocide en cours, pourrait être évité par la suppression pure et simple de la CONVENTION DE GOUVERNEMENT, qui depuis le 10 septembre 1994 parachève le putsch rampant depuis le 21 octobre 1993. A bon entendeur, salut !

Pour le CNDD,
Jérôme NDIHO,
Porte Parole,
Le 17 Mars 1995

